

Mise en oeuvre de la Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA

DEUX ANS APRES LA SESSION HISTORIQUE DE L'ONU SUR LE VIH/SIDA, DE NOUVEAUX RAPPORTS ANNONCENT DES PROGRES MAIS LES PAYS MEMBRES SONT LOIN D'ATTEINDRE LEURS OBJECTIFS

Nations Unies, New York, 22 septembre 2003 – Deux ans après une Session extraordinaire historique de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/SIDA, malgré des progrès considérables, un grand nombre des Etats Membres de l'ONU n'atteindront pas les objectifs de base sur la prévention et la prise en charge du SIDA fixés à la réunion de 2001, à moins que les efforts ne soient considérablement intensifiés, indiquent des rapports publiés aujourd'hui par le Secrétaire général des Nations Unies et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA).

"Nous avons fait bien du chemin, mais ce n'est pas suffisant," a déclaré le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan. "Il est évident que nous devons renforcer nos efforts pour faire en sorte qu'à notre engagement dans la lutte contre le SIDA correspondent les ressources et les actions nécessaires."

Les rapports affirment formellement que le rythme actuel des activités nationales sur le VIH/SIDA est insuffisant pour réaliser les objectifs fixés pour 2005 par toutes les nations au cours de la Session extraordinaire. Ces objectifs, qui sont axés sur l'expansion rapide des programmes de prévention et de prise en charge du VIH et d'atténuation de son impact, sont considérés comme le fondement même de la réalisation de l'Objectif de développement pour le Millénaire qui vise à stopper l'épidémie et à commencer à inverser son cours d'ici à 2015. Par exemple, un des objectifs consiste à faire en sorte que, d'ici à 2005, 80% au moins des femmes enceintes aient accès à l'information, au conseil et au traitement permettant de prévenir la transmission du VIH à leurs enfants. Pourtant aujourd'hui, ces services restent pratiquement inexistantes dans les pays les plus durement touchés par le VIH/SIDA.

"Les rapports d'aujourd'hui devraient constituer un sérieux avertissement pour le monde," a déclaré le Dr Peter Piot, Directeur exécutif de l'ONUSIDA. "Les objectifs, fixés par les Etats Membres eux-mêmes il y a deux ans, doivent être atteints, si nous voulons avoir une petite chance d'inverser la tendance de cette épidémie dévastatrice. Si de réels progrès ont été faits, le rythme et la portée actuels de la riposte mondiale au VIH/SIDA demeurent totalement insuffisants. Les buts pour 2005 peuvent encore être atteints, mais ils ne le seront que si des engagements plus importants et plus soutenus à combattre l'épidémie de VIH/SIDA se concrétisent."

Si les rapports soulignent le manque d'action des pays dans de nombreux domaines essentiels, ils signalent aussi les progrès réalisés dans d'autres. Sur les 103 pays mentionnés dans les rapports, 93% ont élaboré des stratégies nationales globales sur le VIH/SIDA et mis en place des organismes nationaux chargés de coordonner la riposte et 88% ont amélioré la sensibilisation du public sur le VIH/SIDA grâce à des campagnes dans les médias, à l'éducation en milieu scolaire et à des programmes d'éducation par les pairs. Les montants consacrés au SIDA dans les pays à faible et moyen revenu se sont aussi considérablement accrus au cours de l'année écoulée.

Principales conclusions des rapports: financement

Pratiquement tous les pays de l'enquête ont relevé des améliorations dans la disponibilité des ressources financières destinées à lutter contre le VIH/SIDA depuis 2001:

- Les dépenses consacrées aux programmes de lutte contre le VIH/SIDA dans les pays à faible et moyen revenu se monteront à 4,7 milliards de dollars en 2003 -- une augmentation de 20% par rapport aux niveaux de financement de 2002. On prévoit que 57% de ce financement proviendront de sources non intérieures.
- En 2002, on estime que les dépenses gouvernementales intérieures totales dans 58 pays à faible et moyen revenu ont été de 995 millions de dollars, soit le double des montants documentés en 1999.

Cependant, malgré ces améliorations, les dépenses actuelles n'atteignent même pas la moitié des 10 milliards de dollars qui seront requis pour combattre efficacement le SIDA en 2005 uniquement.

Pour ce qui est de la recherche biomédicale, les rapports notent que malgré des augmentations considérables dans le financement de la recherche sur des vaccins et des microbicides contre le VIH depuis 2001, ces importantes mesures de prévention ne comptent encore que pour une petite fraction de la totalité des investissements de recherche du secteur public.

Prévention

Dans le domaine de la prévention, les rapports indiquent que, si la plupart des pays ont élaboré des cadres stratégiques de prévention du VIH, une fraction seulement de la population exposée au risque a réellement accès aux services essentiels de prévention.

- Les services de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant (TME) restent pratiquement inexistant dans de nombreux pays fortement touchés. A l'exception du Botswana, moins de 1% des femmes enceintes dans ces pays bénéficient de l'information et du traitement nécessaires qui contribueraient à éviter qu'elles ne transmettent le VIH à leurs enfants.
- Sur les 17 pays d'Afrique subsaharienne ayant fourni des données sur la prévention de la TME, 12 pays dont les taux de prévalence du VIH parmi les nouveau-nés atteignent 25%, ne disposent pas d'un programme de prophylaxie par les antirétroviraux.
- Un quart seulement des pays d'Afrique subsaharienne indiquent que 50% au moins des patients atteints d'infections sexuellement transmissibles sont correctement diagnostiqués, conseillés et traités. L'amélioration du diagnostic

et du traitement des IST est considéré comme essentiel pour identifier les personnes exposées à un risque accru d'infection ou déjà infectées par le VIH.

- Moins de 5% des consommateurs de drogues injectables bénéficient des services de prévention du VIH recommandés.

Traitement

Deux ans après la Session extraordinaire sur le VIH/SIDA, la couverture thérapeutique par les antirétroviraux pour les populations des pays à faible et moyen revenu reste extrêmement faible, 300 000 personnes seulement en ayant bénéficié en 2002, sur environ 5 à 6 millions d'individus qui auraient besoin de cette thérapie.

Si 80% des pays de l'enquête ont indiqué disposer d'une politique destinée à améliorer ou assurer l'accès aux médicaments liés au VIH, plus d'un tiers des pays de la région Asie-Pacifique, qui abrite plus de sept millions de personnes vivant avec le VIH/SIDA, n'ont pas encore adopté de politique relative à l'accès aux traitements. Aucun pays de cette région n'annonce une couverture thérapeutique supérieure à 5%.

En Afrique subsaharienne, on estime que seules 50 000 personnes avaient accès à un traitement antirétroviral à la fin de 2002, soit environ 1% des 4,1 millions d'individus qui en auraient besoin.

Orphelins

Sur l'ensemble du monde, plus de 14 millions d'enfants de moins de 15 ans ont perdu un de leurs parents ou les deux à cause du SIDA -- chiffre qui devrait passer à 25 millions d'ici à 2010. Pourtant, 39% des pays connaissant une épidémie généralisée n'ont mis en place aucune politique nationale visant à fournir un appui essentiel aux enfants rendus orphelins ou vulnérables par le SIDA. Si quatre de ces pays - Cambodge, Namibie, Ouganda et Tanzanie - élaborent actuellement des politiques de ce type, un quart des pays figurant dans les rapports ne prévoient pas de formuler des stratégies de soutien des orphelins.

Discrimination

On admet que la stigmatisation et la discrimination liées au VIH constituent un obstacle majeur à la mise en œuvre des décisions de la Déclaration d'engagement -- pourtant, 38% des pays, dont près de la moitié des pays d'Afrique subsaharienne, n'ont toujours pas adopté de législation contre la discrimination pour protéger les personnes vivant avec le VIH/SIDA et 36% seulement des pays ont pris des mesures juridiques pour interdire la discrimination à l'égard de populations qui sont particulièrement vulnérables au VIH/SIDA, par exemple les consommateurs de drogues injectables et les professionnel(le)s du sexe.

Il est particulièrement préoccupant de relever dans les rapports que près d'un tiers des pays ne disposent pas de politiques susceptibles d'assurer aux femmes l'égalité d'accès aux services de prévention et de prise en charge, en dépit du fait que les femmes représentaient près de 50% de toutes les personnes vivant avec le VIH/SIDA dans le monde en décembre 2002.

Principales recommandations

Tout en notant les importants progrès accomplis dans de nombreux domaines depuis 2001, les rapports indiquent aussi sans ambiguïté qu'il sera nécessaire d'intensifier considérablement l'action contre le SIDA pour atteindre les objectifs de 2005. Plus particulièrement, les rapports précisent que, pour atteindre les objectifs

de réduction du VIH/SIDA déjà adoptés, il faudra :

- que les pays prennent des mesures rapides et au plus haut niveau, pour faire en sorte que leurs politiques et programmes sur le VIH soient conformes aux dispositions de la Déclaration pour 2003 et qu'ils s'assurent pour cela du concours de groupes constitutifs clés, dont les personnes vivant avec le VIH/SIDA.
- qu'un nombre accru de leaders politiques participent directement aux efforts contre le SIDA, en particulier dans les régions d'Asie, du Pacifique et d'Europe orientale, où une action efficace est nécessaire d'urgence pour éviter une expansion majeure de l'épidémie.
- que les ressources consacrées au SIDA dans les pays à faible et moyen revenu soient doublées d'ici à 2005 et triplées d'ici à 2007. Si les coûts d'élargissement des programmes de prévention sont élevés, tout retard coûtera bien plus cher encore.
- que les pays mettent en _uvre un ensemble complet de services de prévention du VIH garantissant l'accès aux groupes vulnérables.
- que des stratégies nationales soient élaborées afin d'assurer aux personnes vivant avec le VIH/SIDA un traitement et une prise en charge du VIH et de soutenir l'objectif de la communauté internationale qui vise à fournir une thérapie antirétrovirale à 3 millions de personnes d'ici à 2005.
- que, comme le prévoit la Déclaration, les pays adoptent, mettent en _uvre et appliquent des politiques nationales qui s'opposent à la discrimination à l'égard des personnes vivant avec le VIH/SIDA et des populations vulnérables et protègent leurs droits.
- que les gouvernements, y compris les donateurs, évaluent et réexaminent les lois, politiques et pratiques qui augmentent la vulnérabilité des femmes et des jeunes filles au VIH/SIDA.

A propos des rapports

Les rapports, préparés par le Secrétaire général des Nations Unies et par l'ONUSIDA, sont fondés sur une analyse d'enquêtes effectuées auprès de 103 pays - représentant plus de 90% des personnes vivant avec le VIH/SIDA dans le monde - sur la base de 18 indicateurs mondiaux et nationaux mesurant le degré de mise en _uvre des buts et objectifs de la Déclaration d'engagement, unanimement adoptée lors de la Session extraordinaire sur le VIH/SIDA en 2001. Il s'agit notamment :

- ***d'indicateurs de niveau mondial*** (p. ex. dépenses, politiques et actions de plaidoyer à l'échelle internationale)
- ***d'indicateurs de l'engagement et de l'action à l'échelon pays*** (p. ex. dépenses gouvernementales intérieures; élaboration et mise en _uvre des politiques à l'échelon pays)
- ***d'indicateurs des programmes et des comportements nationaux*** (p. ex. accès des groupes vulnérables aux services essentiels; changements dans les comportements à risque)

- ***d'indicateurs de l'impact au niveau national*** (p. ex. taux de nouvelles infections parmi les jeunes, les groupes à haut risque et les nourrissons nés de mères infectées par le VIH)

Les rapports documentent une augmentation importante, en particulier parmi les pays les plus durement touchés, du nombre de nations disposant de plans stratégiques complets sur le VIH/SIDA et de conseils nationaux du SIDA -- souvent présidés au plus haut niveau de l'Etat. Cependant, ils indiquent aussi clairement que, malgré ces importants progrès, de nombreux pays risquent de ne pas atteindre les objectifs de la Déclaration en raison de lacunes stratégiques dans six domaines clés des politiques relatives au VIH :

- Combattre la **discrimination liée au VIH/SIDA**
- Assurer l'**égalité d'accès des femmes** aux services essentiels
- Améliorer l'**accès aux médicaments**
- S'occuper des **droits et des besoins des populations vulnérables**
- Promouvoir des mesures efficaces de prévention du VIH à l'intention des **migrants transfrontaliers**
- Atténuer l'**impact social et économique du SIDA**

En outre, de nombreux pays signalent que, malgré l'existence des stratégies nationales, les actions concrètes contre le VIH restent dans une large mesure concentrées dans les ministères de la santé et n'intègrent pas encore tout l'éventail des départements du gouvernement, dont l'éducation, l'agriculture et les droits de la personne, qui sont nécessaires à une riposte globale à l'épidémie.

Pour de plus amples informations, veuillez vous adresser à Mark Aurigemma, ONUSIDA, New York, tél. (+1 212) 584 5017 ou portable (+ 1 917) 6029192, Dominique De Santis, ONUSIDA, Genève, (+41 22) 791 4509 ou portable (+41 79) 254 6803, Anne Winter, ONUSIDA, Nairobi, (+41 79) 213 4312), Rolando Gomez, Nations Unies, New York, tél. (+ 1 212) 963-2744 ou Pragati Pascale, Nations Unies, New York, tél. (+1 212) 963-6870, courriel: mediainfo@un.org. Vous pouvez aussi visiter les sites web suivants pour obtenir des renseignements supplémentaires : www.unaids.org et www.un.org/ga.